

# ECO-Business de la semaine

**AM annonce un taux directeur sans changement malgré tous les changements..**



**Standard & Poor's a maintenu la note de la dette souveraine du Maroc à BB+/B**



**TAMWILCOM : 2023 distinguée par de bonnes performances**



**Maroc - Chine : l'écosystème des batteries électriques prend forme**



**HCP : 49,9% des actifs occupés n'ont aucun diplôme, 32% ont un diplôme moyen et 18,1% un diplôme supérieur**



**Les Travailleurs Sociaux : Un gisement de 100.000 emplois**

**Enfin, un décret pour encadré la profession des Travailleurs Sociaux**

**Lancement du marché à terme pour 2024 ?**





# LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING  
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

**+150.000**  
Télespectateurs / mois

**+20**  
émissions

**+500**  
épisodes



SCAN ME!

30 Mars 2024

# Édito en Vidéo

## Najib Mikou

BAM annonce un taux directeur sans changement malgré tous les changements....

LODJ  
.MA

LE 8ÈME  
JOUR

**BAM** annonce un taux directeur sans changement malgré tous les changements ....

NAJIB  
MIKOU



# TAMWILCOM : 2023 distinguée par de bonnes performances



**En 2023, le total des engagements de TAMWILCOM a atteint 35,1 milliards de DH, en hausse annuelle de 14%, permettant de mobiliser un volume de financements de plus de 54,1 milliards de DH en faveur des entreprises et des particuliers**

Le Conseil d'administration de TAMWILCOM a tenu sa 8ème réunion ce jeudi 21 mars 2024 à Rabat. Les travaux de cette réunion ont essentiellement porté sur l'examen du rapport de gestion au titre de l'exercice 2023.

## **TAMWILCOM : 2023 distinguée par de bonnes performances**

L'exercice 2023 s'est ainsi distingué par de bonnes performances de TAMWILCOM, dont l'intervention en faveur aussi bien des entreprises que des particuliers a permis de mobiliser un volume de financements de plus de 54,1 milliards de DH au titre de 86.790 opérations.

L'activité globale de TAMWILCOM a ainsi enregistré avec une croissance de +14% par rapport à 2022, pour un montant d'engagements s'élevant à 35,1 milliards de DH, contre 31 milliards de DH lors de l'exercice précédent.

Notons que l'activité de TAMWILCOM demeure principalement orientée vers le soutien du financement de l'entreprise qui concentre 94% du volume des interventions en 2023, avec des engagements consentis de 33,2 milliards de DH, ayant permis la mobilisation de 50,8 milliards de DH de crédits.

Activité historique et centrale de TAMWILCOM, la garantie générique au profit des TPME (Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises) a permis sur la période la mobilisation d'un volume de crédits de 39 milliards de DH, couverts par des garanties de l'institution à hauteur de 21,7 milliards de DH, soit une progression de 13% par rapport à 2022.

- L'essentiel de l'activité de garantie, soit 91%, a bénéficié aux micros et très petites entreprises (TPE), confirmant l'engagement de TAMWILCOM pour le soutien financier de cette cible prioritaire.

Pour sa part, l'activité de la fenêtre participative « DAAMA TAMWIL », portée essentiellement par la garantie en faveur des entreprises, a enregistré en 2023 une croissance significative de 72% par rapport à l'exercice précédent, démontrant l'intérêt grandissant pour les financements participatifs.

L'intervention de « DAAMA TAMWIL » a ainsi permis de couvrir 566 millions de DH de financements bancaires participatifs, pour un volume d'engagements de 341 millions de DH.

# L'investissement dans l'infrastructure routière : une stratégie gagnante pour stimuler le développement économique

L'investissement dans l'infrastructure, notamment dans le domaine routier, joue un rôle pivot dans le développement économique d'un pays. Au Maroc, cette dimension se révèle être d'une importance capitale, non seulement pour soutenir une croissance économique pérenne mais également pour renforcer sa position sur l'échiquier international. La mise en place et l'entretien d'infrastructures routières adéquates sont des leviers essentiels pour attirer les investissements, faciliter les échanges commerciaux et stimuler l'activité économique au niveau national et régional.

La pertinence de l'infrastructure routière pour l'économie marocaine ne se limite pas à son rôle de facilitateur de mobilité. Elle s'étend à un spectre plus large d'impacts positifs, influençant significativement les décisions d'investissement et d'implantation des entreprises. Une étude menée par l'équipe de recherche sur les transports de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord de la Banque mondiale met en lumière plusieurs aspects cruciaux de cet impact.

En améliorant l'accessibilité aux routes et aux services associés, les entreprises se trouvent dans une position avantageuse pour optimiser leurs choix d'implantation, ce qui se traduit par une augmentation de l'investissement direct et une croissance économique plus robuste.



L'impact de l'infrastructure routière sur la création d'emplois est particulièrement significatif, comme le montrent les résultats de l'étude.

Les nouvelles entreprises, établies dans le sillage des projets d'amélioration des routes, contribuent de manière importante à l'emploi, soulignant l'effet multiplicateur de tels investissements sur l'économie locale. La proximité des routes rénovées devient un critère décisif pour le choix de l'emplacement des entreprises, malgré le coût des terrains qui demeure un facteur déterminant.

Cet ensemble de données met en relief l'effet catalyseur de l'infrastructure routière sur l'économie marocaine. En améliorant les conditions d'accessibilité et de mobilité, le Maroc ne renforce pas seulement sa compétitivité économique sur la scène internationale mais crée également un environnement propice à l'investissement, à l'innovation et à la croissance des entreprises. L'investissement dans l'infrastructure routière apparaît ainsi comme une stratégie gagnante pour stimuler le développement économique, en facilitant les échanges commerciaux, en attirant les investissements et en favorisant la création d'emplois.

L'expérience marocaine illustre l'importance stratégique des infrastructures routières dans le développement économique global. Les politiques publiques orientées vers l'amélioration et l'entretien des routes peuvent servir de modèle pour d'autres régions en quête de dynamisation de leur économie. L'engagement dans des projets d'infrastructure de qualité est essentiel pour bâtir une économie résiliente, compétitive et inclusive, capable de répondre aux défis de la mondialisation et de l'évolution des marchés internationaux.

# Standard & Poor's a maintenu la note de la dette souveraine du Maroc à BB+/B

Le Maroc a réalisé des avancées économiques notables, se distinguant par une croissance économique soutenue et une réduction rapide de l'inflation, malgré les défis internationaux persistants.

D'après ce rapport, le pays s'est imposé comme un pilier de résilience, parvenant à contrôler une inflation historiquement élevée tout en conservant une croissance économique robuste face à des adversités telles que des sécheresses sévères, un tremblement de terre dévastateur, et un ralentissement économique global.

Ces réalisations ont captivé l'attention d'organisations internationales et d'analystes, qui voient maintenant dans le Maroc un exemple de bonne gestion économique en période de difficultés.

El Economista souligne que le Maroc a bénéficié des éloges de la Banque mondiale pour sa résilience économique accrue.

L'OCDE a observé une croissance significative du PIB marocain de 3,5% en 2023, surpassant la moyenne de l'OCDE et témoignant de la robustesse économique du Maroc dans un contexte de ralentissement mondial.

Ce succès est attribué à la vigueur de la demande intérieure et à la résilience du secteur exportateur, en dépit des défis inflationnistes, des sécheresses, et des impacts d'un tremblement de terre.

Le FMI a reconnu la croissance économique réelle du Maroc en 2023, attribuée à la relance de la demande intérieure et à l'essor des exportations.

L'inflation a été efficacement gérée, passant de 11% en février 2023 à 2,3% en février 2024, grâce à des subventions ciblées et des politiques monétaires adaptées. La banque centrale, Bank Al-Maghrib, a maintenu les taux d'intérêt à 3%, contribuant à cette stabilisation.



Malgré des restrictions temporaires à l'exportation de produits essentiels comme l'huile d'olive, le commerce extérieur du Maroc a continué de soutenir sa croissance économique, avec une augmentation notable dans le secteur automobile. La diversification des exportations a joué un rôle clé dans la réduction du déficit extérieur, malgré des limitations dans l'agriculture dues à la sécheresse.

Le secteur touristique a également témoigné d'une robustesse exceptionnelle, enregistrant un revenu record malgré un tremblement de terre en septembre dernier. Cependant, le rapport souligne que le Maroc fait face à des défis, notamment des récoltes médiocres liées à la sécheresse et un taux de chômage fluctuant. Des problèmes comme la pauvreté, les tensions géopolitiques affectant l'approvisionnement énergétique, et les revendications salariales risquent d'impacter l'économie.

En dépit de ces obstacles, le Maroc a démontré une capacité remarquable à naviguer à travers les difficultés, grâce à une gestion avisée de l'inflation et à une demande intérieure et exportatrice vigoureuse. Tandis que le monde observe, la capacité du Maroc à maintenir sa trajectoire économique face aux défis futurs reste à voir.

## SMS



### Un attentat-suicide coûte la vie à 5 ingénieurs chinois au Pakistan

Des entreprises chinoises, qui participent à la construction de deux grands barrages hydroélectriques au Pakistan, ont interrompu momentanément leurs travaux après la mort de cinq ingénieurs chinois et de leur chauffeur pakistanais dans un attentat-suicide, le 26 mars à Shangla, un district de la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le Nord-est de ce pays d'Asie du Sud.

Lesdites entreprises ont demandé aux autorités pakistanaises de mettre en œuvre de nouvelles mesures de sécurité avant de pouvoir reprendre leurs travaux.

Une équipe d'enquêteurs chinois s'est rendue, le 29 mars au Pakistan, pour se joindre à l'enquête.



### Agrandissement de l'usine Stellantis à Kénitra

Le constructeur automobile Franco-italo-américain Stellantis vient de lancer il y a quelques semaines, les travaux d'agrandissement de son usine à Kénitra à 60 kilomètres au nord de Rabat. Le site marocain doublera ainsi sa capacité de production à 450 mille voitures.

### Une plateforme numérique nationale d'aide à la décision

La Coordination nationale de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain et l'Observatoire national de développement humain ont signé, au siège du ministère de l'Intérieur, une convention de partenariat et de coopération pour la collecte des données sur les familles au niveau territorial (démographie, santé, précarité, enseignement des enfants, situation professionnelle, pratiques alimentaires...).

Ces informations seront stockées dans le système informatique de l'INDH, dans la perspective de doter la plateforme numérique nationale d'aide à la décision (PNAD) de données collectées traitées.

### Nador West Med se dote d'un terminal GNL

Un protocole d'accord stratégique relatif à la coordination des pouvoirs publics en vue de la mise en œuvre d'un Programme de développement d'infrastructures gazières durables a été signé, mardi à Rabat, pour le lancement de la feuille de route de l'infrastructure gazière.

Ce protocole conclu entre les ministères de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances et de l'Équipement et de l'Eau et le ministère de la Transition énergétique et du Développement durable, s'inscrit dans la continuité de l'engagement constant du Royaume du Maroc en faveur de la consolidation de sa souveraineté énergétique, la décarbonation de son économie et la connectivité dans les marchés régionaux et mondiaux.

Ce programme, qui s'étendra sur plusieurs années, ambitionne de doter le Royaume du Maroc de plusieurs points d'entrée pour l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que d'une infrastructure de stockage et de transport du gaz naturel.

### La centrale Noor III de Ouarzazate en Arrêt forcé

Acwa Power a annoncé ce dimanche 24 mars une interruption forcée au niveau de la centrale Noor III de Ouarzazate, prévue jusqu'en novembre 2024 en raison d'une fuite détectée dans le réservoir de sels fondus.

Cette décision entraîne des pertes préliminaires d'environ 47 millions de dollars pour l'entreprise. Noor III, équipée de la technologie de tour centrale et du stockage de sels fondus développée par Sener, est l'une des premières installations à grande échelle à adopter cette configuration.

Cette technologie offre une efficacité thermodynamique maximale, permettant de gérer l'énergie solaire et de répondre à la demande du réseau, même en l'absence de rayonnement direct du soleil.

### La Roumanie et la Bulgarie vont intégrer l'espace Schengen de libre circulation

### La Pologne suspend sa participation au traité sur les forces armées conventionnelles en Europe

La présidence polonaise a annoncé, dans un communiqué publié le 29 mars, la suspension de sa participation au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, sans pour autant s'en retirer.

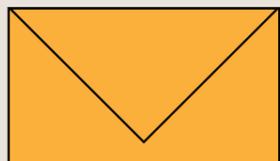
Ce traité, signé en 1990 à Paris entre les représentants des pays de l'Otan et ceux du Pacte de Varsovie, fixe des plafonds égaux pour chacun des deux blocs concernant des types importants d'armement conventionnel, comme les chars, les véhicules blindés, l'artillerie, les hélicoptères d'assaut et les avions de combat.

Suite de la disparition du Pacte de Varsovie, ce traité a été mis à jour en 1999, mais n'a jamais été ratifiée par les pays de l'OTAN.

La Russie a suspendu sa participation au dit traité, en 2007, avant de s'en retirer définitivement en 2023.

### Nouvel attentat terroriste déjoué en Russie

Les services de sécurité russes ont annoncé, dans un communiqué publié le 29 mars, avoir arrêté trois « ressortissants d'un pays d'Asie centrale » qui s'apprêtaient à commettre un attentat à la bombe dans la région de Stavropol, dans le sud de la Russie.



# BTR New Material Group se lance dans la production de batteries électriques au Maroc

**Maroc - Chine : l'écosystème des batteries électriques prend forme**  
**Véhicules électriques : signature d'une convention d'investissement de 3 MMDH entre le Maroc et le groupe chinois BTR**

Ce projet d'envergure, premier dans l'écosystème des batteries électriques au Maroc pour lequel une convention est signée, prévoit l'implantation d'une usine d'une capacité de 50.000 tonnes par an au sein de la Cité Mohammed VI Tanger Tech. Développée en 2 phases sur une superficie de 15 hectares, la mise en exploitation de la première phase d'une capacité de 25.000 tonnes est prévue dès septembre 2026.

Le projet, dont les travaux ont d'ores et déjà démarré, est porté par le groupe chinois BTR, un des leaders mondiaux de la fabrication de composants pour batteries électriques et compte parmi ses clients les principaux fabricants de batteries électriques tels que BYD, CATL, Volkswagen ou encore Tesla.

Le Maroc est bien résolu à consolider sa place de hub continental et régional dans l'industrie automobile, en jouant un rôle central dans cette révolution de la mobilité verte.

Quant au président de BTR Group, il a expliqué que cet investissement revêt une importance stratégique car le Maroc offre une chaîne industrielle automobile développée et des avantages géographiques remarquables, permettant de compléter et d'enrichir la chaîne industrielle automobile existante du groupe dans la région, notamment dans le segment des véhicules à nouvelles énergies.

Ce projet vise à créer 2.500 emplois, afin de consolider la position du Maroc en tant que leader dans le domaine de la mobilité électrique, considérant cela comme une avancée majeure, ouvrant la voie à d'autres initiatives dans ce domaine.

Ce projet marque également une avancée majeure dans la stratégie de développement du groupe BTR à l'international et témoigne de la qualité des relations de coopération et d'amitié entre le Royaume du Maroc et la République Populaire de Chine.



Le Chef du gouvernement, Aziz Akhannouch, a présidé, vendredi à Rabat, la cérémonie de signature de la convention d'investissement du projet stratégique de la société BTR New Material Group, portant sur la construction d'une unité de production de cathodes, un composant essentiel de la batterie des véhicules électriques, pour un montant d'investissement de 3 milliards de dirhams.

# HCP : 49,9% des actifs occupés n'ont aucun diplôme, 32% ont un diplôme moyen et 18,1% un diplôme supérieur.

En 2023, selon la note d'information du Haut-commissariat au Plan sur la population active, la population en âge d'activité a atteint 27,888,000 personnes, parmi lesquelles 12,171,000 sont actives, avec 10,591,000 pourvues d'un emploi et 1,580,000 en situation de chômage.

Le secteur des "services" est le premier pourvoyeur d'emploi de l'économie nationale en 2023, employant 5.114.000 personnes, soit 48,3% de la population active occupée.

L'agriculture, forêt et pêche arrive en deuxième position avec 2.947.000 personnes (27,8%), devant l'industrie y compris l'artisanat" avec 1.296.000 personnes (12,2%) et le secteur du bâtiment et travaux publics – BTP avec 1.228.000 personnes (11,6%)

Parmi les 5.114.000 personnes exerçant dans le secteur des "services" :

- 31,3% relèvent de la branche du commerce,
- 12,7% des services sociaux fournis à la collectivité
- 12,1% du transport, entrepôts et communications

Ladite note fait également ressortir que près des deux-tiers (66,5%) des actifs occupés citadins exercent dans le secteur des "services" et 16,8% dans "l'industrie y compris l'artisanat".



En milieu rural, 64% des actifs occupés exercent dans "l'agriculture, forêt et pêche".

Les professions les plus exercées sont celles des "artisans et ouvriers qualifiés des métiers artisanaux" avec 18,9% de l'ensemble des actifs occupés, des "manœuvres non agricoles, manutentionnaires, petits métiers" (18,3%) et des "ouvriers et manœuvres de l'agriculture et de la pêche" (17,3%).

Par ailleurs, le HCP révèle que l'emploi salarial touche près de 6 actifs occupés sur 10 (58,9%). Il reste plus fréquent parmi les femmes citadines actives occupées avec 85,9% contre 67,3% parmi leurs homologues hommes.

Les indépendants, quant à eux, représentent 26,3% des actifs occupés, 29,9% parmi les hommes et 12,4% parmi les femmes.

Les aides familiales représentent 10,5%, avec une forte concentration chez les femmes rurales (67,6%) et le statut d'employeur représente 1,9% de l'ensemble des actifs occupés.

**Le secteur des "services" 5.114.000 personnes 48,3%**  
**L'agriculture, forêt et pêche 2.947.000 personnes 27,8%**  
**L'industrie et l'artisanat" avec 1.296.000 personnes 12,2%**  
**Le secteur du BTP avec 1.228.000 personnes 11,6%**

# Selon le HCP dans sa récente note d'information relative aux principales caractéristiques de la population active et ses composantes.

Le HCP indique que près de la moitié (49,9%) des actifs occupés n'ont aucun diplôme, 32% ont un diplôme moyen et 18,1% un diplôme supérieur. Parmi les actifs occupés exerçant dans le secteur de "l'agriculture, forêt et pêche", 77,2% n'ont aucun diplôme.

Cette proportion atteint 56,7% dans le secteur des BTP, 40,9% dans "l'industrie y compris l'artisanat" et 34,7% dans les "services".

Concernant les indépendants, 65,8% d'entre eux ne disposent d'aucun diplôme, 27,8% ont un diplôme moyen et 6,4% un diplôme supérieur. Pour les salariés, ces proportions sont respectivement de 40,4%, 34,4% et 25,2%.

Au volet du mode d'insertion dans le marché du travail, le HCP précise que près de 11% des actifs occupés exercent un emploi non rémunéré, avec une proportion plus élevée chez les ruraux (24,6%) que chez les citadins (2,2%), et parmi les femmes (28,5%) que parmi les hommes (6,4%).

Les jeunes de moins de 25 ans sont particulièrement plus touchés par le travail non rémunéré avec une part de 33,5% contre 7,5% pour les adultes âgés de 45 ans et plus.

Les personnes n'ayant aucun diplôme sont également plus touchées par l'emploi non rémunéré avec une part de 14,7% contre 7,4% pour les détenteurs d'un diplôme, relève le HCP, ajoutant que près d'un actif occupé sur 10 (10,2%) exerce un emploi de type occasionnel ou saisonnier, 15,5% en milieu rural et 6,8% en milieu urbain.

L'analyse du profil des actifs révèle une urbanisation croissante, avec environ 63,5% des actifs résidant dans les villes en 2023.

Entre 2022 et 2023, le volume des actifs a diminué de 0,2%, avec une augmentation de 1,8% en milieu urbain et une baisse de 3,5% en milieu rural, entraînant une diminution du taux d'activité de 0,7 point pour atteindre 43,6%.

La baisse du taux d'activité a été plus marquée en zones rurales (-1,8 point) qu'en zones urbaines (-0,1 point), affectant davantage les femmes avec un recul de 0,8 point, atteignant un taux d'activité de 19% en 2023, contre une baisse de 0,6 point pour les hommes (69%).

L'analyse du profil des actifs révèle une urbanisation croissante, avec environ 63,5% des actifs résidant dans les villes en 2023.

Cependant, la population active devient moins féminisée, avec un taux de féminité passant de 22,6% en 2022 à 22,1% en 2023.

Les moins de 35 ans représentent 39,6% du total des actifs en 2023, avec une prédominance de la faible qualification, touchant près de la moitié des actifs (48,2%).

Concernant l'emploi, sur les 10,591,000 actifs occupés, 39,3% résident en milieu rural et 20,7% sont des femmes. Les jeunes âgés de 15 à 34 ans représentent 34,2% du volume total de l'emploi, avec un taux d'emploi national de 38%.

Quant au sous-emploi, le volume des actifs occupés en situation de sous-emploi a augmenté au niveau national, passant de 972,000 à 1,043,000 personnes entre 2022 et 2023, avec une prédominance urbaine (53,7%).

Le taux de chômage est remonté à 13% en 2023, avec une augmentation de 1,2 point par rapport à 2022, touchant principalement les jeunes de moins de 35 ans (75,7%), les diplômés (82,6%), et les résidents en milieu urbain (82,3%).

# Lancement du marché à terme pour 2024 ?

L'introduction d'un marché à terme au Maroc pourrait marquer un tournant significatif ans l'économie nationale, offrant une panoplie d'avantages économiques tant pour les acteurs du marché que pour l'économie dans son ensemble

Le lancement effectif du marché à terme devrait avoir lieu "prochainement" dans le cadre de l'initiative de création de nouveaux marchés initiée par le nouveau Plan stratégique de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux (AMMC).

Cela devrait offrir de nouvelles opportunités de diversification et de couverture des risques pour les investisseurs, et contribuerait à l'amélioration de la liquidité du marché, composante essentielle de son attractivité.

On note l'engagement de l'AMMC à poursuivre l'implémentation des réformes entamées sur les autres segments du marché, notamment celui de la gestion collective de l'épargne, à travers l'accompagnement de l'opérationnalisation de la refonte de la loi sur les Organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM).

Cette dernière permettra la cotation des OPCVM à travers les Exchange Traded Funds (ETF) ainsi que l'introduction des fonds à règles de fonctionnement allégées afin de répondre aux besoins spécifiques des différentes catégories d'investisseurs, qu'il s'agisse de grand public ou d'investisseurs dits "professionnels".

Concernant le dispositif de cotation des OPCVI (Organisme de placement collectif immobilier), l'AMMC fait savoir qu'il sera également activé dans l'objectif d'élargir la base d'investisseurs et offrir ainsi une plus grande accessibilité et liquidité pour ce segment de marché.

## Selon la Présidente de l'Autorité, Nezha Hayat

:"En termes de création de nouveaux marchés, nous cibons le lancement effectif du marché à terme prochainement avec la finalisation des dimensions techniques et réglementaires, ainsi que le déploiement d'une série d'actions de sensibilisation et d'accompagnement de l'écosystème"



Dans cet objectif, l'AMMC continuera à accompagner les différents intervenants du marché pour étoffer l'offre de produits financiers et stimuler la demande des investisseurs en encourageant le recours aux conseillers en investissement financier ainsi qu'à des canaux de distribution efficaces, notamment digitaux.

Ces nouveaux marchés et instruments exigent la mise en place d'un dispositif de supervision adapté à leur complexité et leurs composantes technologiques en notant que ce dispositif s'appuiera aussi bien sur une approche orientée risques que sur l'utilisation d'outils digitaux.

La mise en œuvre de ces actions devrait améliorer la contribution du marché des capitaux au financement de l'économie, en mettant à profit son potentiel important de mobilisation de l'épargne et d'orientation de celle-ci vers le financement de l'investissement productif.

## L'introduction d'un marché à terme au Maroc pourrait marquer un tournant significatif dans l'économie nationale, offrant une panoplie d'avantages économiques tant pour les acteurs du marché que pour l'économie dans son ensemble

Un marché à terme, en permettant la négociation de contrats qui spécifient l'achat ou la vente d'un actif à un prix fixé à l'avance et à une date future, offre une couverture contre les fluctuations des prix, stimule les investissements et favorise une allocation plus efficace des ressources.

Premièrement, le marché à terme pourrait jouer un rôle crucial dans la stabilisation des prix des matières premières, en particulier dans les secteurs agricole et minier, qui sont des composantes clés de l'économie marocaine. En permettant aux producteurs et aux consommateurs de se couvrir contre les risques de fluctuation des prix, un tel marché augmente la prévisibilité et réduit l'incertitude, encourageant ainsi les investissements et la planification à long terme.

Deuxièmement, l'existence d'un marché à terme améliorerait l'efficacité du marché en facilitant la découverte des prix. Les prix sur les marchés à terme reflètent les anticipations collectives des acteurs du marché concernant l'offre et la demande futures, contribuant ainsi à une allocation plus efficace des ressources économiques. Ceci est essentiel pour une économie émergente comme le Maroc, où l'optimisation des investissements et des ressources peut stimuler la croissance économique.

Troisièmement, le marché à terme pourrait attirer des investisseurs étrangers, augmentant ainsi le flux de capitaux vers le Maroc. L'accès à des instruments financiers avancés et la possibilité de se couvrir contre les risques de marché rendent l'environnement d'investissement plus attrayant pour les investisseurs internationaux. Cela pourrait non seulement augmenter les investissements directs étrangers mais aussi améliorer la compétitivité des entreprises marocaines sur les marchés internationaux.

Enfin, le développement d'un marché à terme au Maroc contribuerait à renforcer le secteur financier du pays, en le rendant plus dynamique et diversifié. L'innovation financière stimulée par l'introduction de nouveaux instruments financiers enrichirait l'écosystème financier, offrant plus d'options aux investisseurs et aux entreprises pour gérer leurs risques et financer leur croissance.

L'instauration d'un marché à terme au Maroc présente de multiples avantages économiques, allant de la stabilisation des prix et de l'amélioration de l'efficacité du marché à l'attraction des investissements étrangers et au renforcement du secteur financier. Pour concrétiser ces avantages, il est essentiel de mettre en place un cadre réglementaire robuste et de développer l'expertise locale nécessaire pour gérer efficacement ce marché complexe.



# Les Travailleurs Sociaux : Un gisement de 100.000 emplois

## Enfin, un décret pour encadrer la profession des Travailleurs Sociaux.

Le Conseil de gouvernement de ce jeudi 21 mars a adopté un projet de décret relatif aux travailleurs sociaux. Il vient notamment préciser les conditions et modalités d'octroi des accréditations pour l'exercice de cette profession nouvellement encadrée.

Ce décret organise les catégories professionnelles de travailleurs sociaux et les filières que comporte chaque domaine du travail social.

Un décret pour encadrer la profession des Travailleurs Sociaux

Élaboré par le ministère de la Solidarité, de l'insertion sociale et de la famille, le projet de décret fixe les conditions et modalités d'octroi des accréditations, la liste des diplômes demandés, mais aussi les modalités de remise d'autorisation aux travailleurs sociaux étrangers désireux d'exercer au Maroc.

Le texte fixe également un programme de statut fondamental des associations professionnelles représentant les travaux sociaux. Ses dispositions portent aussi sur la gestion transitoire de l'octroi des accréditations.

Ce texte vient compléter le dispositif juridique qui vise à réglementer le métier de travailleur social et à définir les conditions de son exercice et les attributions des travailleurs sociaux, ainsi que les obligations et les responsabilités qui leur incombent.

## Travailleur social ?

Le travailleur social est un terme générique pour désigner un ensemble de métiers œuvrant dans le domaine de l'action sociale et de la santé sociale au sens large. Il se retrouve sur la première ligne pour comprendre, guider, aider et répondre aux besoins de ses usagers.

## Les travailleurs sociaux se répartissent en plusieurs domaines :

l'aide sociale, avec comme métier phare celui d'assistant de service social ;  
l'éducation spécialisée auprès d'enfants ou adultes en situation de handicap, d'enfants placés, d'adultes en situation de précarité... ;  
les services à la personne, avec les métiers d'accompagnant éducatif et social, de technicien de l'intervention sociale et familiale ;  
le développement local (médiateur social) ;  
l'insertion professionnelle (chargé d'insertion).

.....



## Une étude en 2019 de l'Anapec avait mis en avant les l'estimation des besoins pour les «6 métiers d'assistance à la personne»

"D'ici 2023, les besoins en auxiliaires de vie de la petite enfance s'estiment, d'après cette étude, à 21.600.

Quant aux auxiliaires de vie aux ménages, ils se chiffrent à 42.400 dont 3.900 avec des besoins de qualification supérieure.

Les auxiliaires de vie aux personnes âgées enregistrent un besoin de 4500.

De plus, le besoin en auxiliaires de vie aux personnes en situation de handicap est de 2.600 contre 6.000 chauffeurs et 1.300 cuisiniers."

# L'ODJ .MA

## PRESSPLUS.MA



BIENVENUE SUR L'E-BOOKCASE DE L'ODJ MÉDIA :  
**L'ODJ IMAG - L'ODJ IWEEK**

DÉCOUVREZ NOS PDF CONNECTÉS & AUGMENTÉES EN FLIPBOOK